

Overwegende dat het bedrag van het presentiegeld bepaald dient te worden alsook dat van de reis- en verblijfskosten om te zorgen voor de goede werking van de Permanente I.V.R.K.-groep en van het begeleidingscomité binnen het "Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse",

Besluit :

Artikel 1. Met toepassing van artikel 10 van het decreet van 12 mei 2004 houdende de oprichting van het "Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse", wordt het presentiegeld per werksitting op 25,52 euro vastgesteld.

De reis- en verblijfskosten worden bepaald volgens de nadere regels en verhoudingen bepaald door de reglementering die terzake van toepassing is op de personeelsleden van het ministerie. Te dien einde, worden de leden van de Permanente I.V.R.K.-groep en van het begeleidingscomité gelijkgesteld met de personeelsleden van het ministerie die houder zijn van een graad gerangschikt in rang 12.

De leden van de Permanente I.V.R.K.-groep en van het begeleidingscomité worden ertoe gemachtigd gebruik te maken van hun persoonlijke motorvoertuig voor de verplaatsingen respectief voortvloeiend uit hun deelname aan de vergaderingen van het comité of uit deze van de permanente groep. Zij genieten een vergoeding die gelijk is aan het bedrag dat uitbesteed zou moeten worden door de Franse Gemeenschap indien een openbaar vervoer gebruikt zou geweest zijn. De Franse Gemeenschap staat niet in voor de dekking van de risico's die voortvloeien uit het gebruik door de leden van hun persoonlijk voertuig.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2006.

Art. 3. De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd en de Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 juni 2006.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2006 — 3803

[2006/202957]

23 JUIN 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le fonctionnement du comité d'accompagnement de l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 12 mai 2004 portant création de l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse et en particulier son article 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 juin 1998 relatif à l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 juin 2006;

Sur proposition du Comité d'accompagnement de l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse;

Sur proposition de la Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse et de la Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 2006;

Considérant qu'il convient de fixer les modalités de fonctionnement du Comité d'accompagnement de l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse, tenant compte des nouvelles dispositions prévues par le décret du 12 mai 2004,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Comité d'accompagnement de l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse se réunit au moins deux fois par an. Une réunion est obligatoirement programmée au plus tard au mois de juin afin d'approuver le rapport d'activités pour l'année écoulée.

Un agenda des séances est fixé pour l'année qui suit de manière à permettre aux membres de programmer leur présence. En dehors de cette programmation, le Comité d'accompagnement se réunit également à la demande d'au moins un tiers des membres ou d'un (ou de) Ministre(s) du Gouvernement de la Communauté française.

Le Comité d'accompagnement se réunit sur convocation du Secrétaire général, transmise par le secrétariat de l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse au moins quinze jours avant la réunion.

Sous réserve de l'application de l'article 6, la convocation comprend l'ensemble des dossiers et documents relatifs aux divers points mis à l'ordre du jour.

Art. 2. Les membres, empêchés d'assister à une séance du Comité, en informent le secrétariat de l'Observatoire.

Les membres visés à l'article 9 du décret, alinéa 2, 8° à 10° et 12°, qui perdent la qualité en laquelle ils(elles) ont été désigné(s) ou qui démissionnent, sont remplacés. Pour ce faire, le(la) Président(e) de leur conseil ou le Membre du Gouvernement qu'il représentait procède à la désignation de leur nouveau(nouvelle) représentant(e) et en informe par écrit le secrétariat de l'Observatoire.

Art. 3. Au début de chaque séance, les membres signent la feuille de présence, donnant droit pour les membres visés à l'article 9 du décret, alinéa 2, 8° à 10° aux jetons de présence et aux remboursements de frais de parcours et de séjour, en application des dispositions prévues à l'article 10 du décret.

Art. 4. Le secrétariat du Comité d'accompagnement est assuré par un membre du personnel de l'Observatoire. Ce dernier rédige les procès-verbaux des réunions du Comité.

Le procès-verbal d'une réunion est considéré comme approuvé si, dans un délai de 15 jours, les membres du Comité n'ont communiqué, par écrit, au secrétariat, aucune remarque ou observation. Le cas échéant, un nouvel envoi est fait comprenant les remarques ou observations formulées. En cas de désaccord persistant, le procès-verbal est soumis à l'approbation du Comité lors de la prochaine réunion.

Art. 5. Le Comité d'accompagnement délibère valablement si au moins la moitié des membres sont présents.

Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion est convoquée dans les quinze jours avec le même ordre du jour.

Les décisions du Comité sont prises à la majorité des 2/3 des membres présents.

Aucune procuration n'est autorisée.

Art. 6. L'ordre du jour est fixé par le Président, sur proposition des membres du personnel de niveau 1 de l'Observatoire. Tout membre du Comité d'accompagnement peut par ailleurs demander au préalable ou en séance l'inscription d'un point à l'ordre du jour. Si la demande est formulée au préalable, elle doit être adressée au plus tard 5 jours ouvrables avant la réunion au secrétariat de l'Observatoire. Si la demande est formulée en séance, elle ne sera traitée qu'en cas d'urgence ou que si le temps le permet. Dans le cas contraire, elle sera reportée à la séance suivante.

Art. 7. L'Observatoire communique, au plus tard le 31 mai, aux membres du Comité, un projet du rapport d'activités visé à l'article 7 du décret.

Dans les 15 jours de la réception, les membres du Comité peuvent adresser au secrétariat de l'Observatoire leurs remarques ou observations éventuelles.

Celles-ci font l'objet d'une discussion lors de la réunion du Comité au cours de laquelle le rapport est approuvé.

Art. 8. Les procès-verbaux, les dossiers et tous les documents mis à l'ordre du jour sont tenus au secrétariat de l'Observatoire, où ils peuvent être consultés par les membres sur simple demande.

Art. 9. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 septembre 2001 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité d'accompagnement de l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse est abrogé.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa parution au Moniteur belge.

Art. 11. La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse et la Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 juin 2006

Par le Gouvernement de la Communauté française,
La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,
Mme. F. LAANAN
La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme. C. FONCK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 3803

[2006/202957]

23 JUNI 2006. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de werking van het begeleidingscomité van het "Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse"

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 12 mei 2004 houdende oprichting van het "Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse" en inzonderheid op artikel 9;

Gelet op het besluit van 8 juni 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende het "Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse";

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 juni 2006;

Op de voordracht van het begeleidingscomité van het "Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse";

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd en van de Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 juni 2006;

Overwegende dat de nadere regels voor de werking van het begeleidingscomité van het "Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse" bepaald dienen te worden, rekening houdend met de nieuwe bepalingen bedoeld bij het decreet van 12 mei 2004,

Besluit :

Artikel 1. Het begeleidingscomité van het "Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse" vergadert minstens twee maal om het jaar. Een vergadering wordt verplicht geprogrammeerd ten laatste tijdens de maand juni om het activiteitenverslag goed te keuren voor het verlopen jaar.

Er wordt een agenda vastgelegd voor het volgend jaar om de leden toe te laten hun aanwezigheid te programmeren. Buiten deze programmering, vergadert het comité tevens op aanvraag van minstens een derde van de leden of van een of meerdere Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Het begeleidingscomité vergadert op bijeenroeping van de Algemene Secretaris, oproeping die door het secretariaat van het "Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse" minstens vijftien dagen vóór de vergadering toegestuurd wordt.

Onverminderd de toepassing van artikel 6, bevat de oproeping al de dossiers en documenten die betrekking hebben op de op de agenda voorkomende punten.

Art. 2. De leden die verhinderd worden van het bijwonen van een zitting van het comité, brengen er het secretariaat van het "Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse" op de hoogte van.

De bij artikel 9 van het decreet, tweede lid, 8° tot 10° en 12° bedoelde leden die de hoedanigheid waarom zij aangewezen werden, verliezen of die hun ontslag indienen, worden vervangen. Te dien einde, gaat de Voorzitter van de raad of het lid van de Regering dat hij vertegenwoordigde over tot de aanwijzing van hun nieuwe vertegenwoordiger en brengt er het secretariaat van het observatoire op de hoogte ervan.

Art. 3. Bij het begin van iedere zitting, tekenen de leden de aanwezigheidslijst, waarbij aan de leden bedoeld bij artikel 9 van het decreet, tweede lid, 8° tot 10° recht krijgen op een zitgeld en op de terugbetaling van reis- en verblijfskosten, met toepassing van de bepalingen bedoeld bij artikel 10 van het decreet.

Art. 4. Het secretariaat van het begeleidingscomité wordt waargenomen door een personeelslid van het Observatoire. Dit lid stelt de notulen op van de vergaderingen van het Comité.

De notulen van een vergadering worden als goedgekeurd beschouwd indien, binnen een termijn van 15 dagen, de leden van het comité, schriftelijk, geen aan- of opmerking op het secretariaat hebben ingediend. Desnoods wordt een nieuwe zending gedaan met inclusie van de aan- of opmerkingen die geformuleerd werden. Indien de aanvraag kan worden gekomen, worden de notulen aan het comité ter goedkeuring voorgelegd tijdens de volgende vergadering.

Art. 5. Het begeleidingscomité beraadslaagt en beslist geldig indien minstens de helft van de leden aanwezig is.

Indien het quorum niet bereikt wordt, wordt een nieuwe vergadering ingericht binnen de vijftien dagen en met dezelfde agenda.

De beslissingen van het comité worden bij de meerderheid van twee derde van de aanwezige leden genomen. Er wordt geen machtiging toegelaten.

Art. 6. De agenda wordt door de Voorzitter vastgesteld, op de voordracht van de personeelsleden van niveau 1 van het Observatoire. Ieder lid van het begeleidingscomité kan, daarenboven, op voorhand of tijdens de zitting aanvragen om een punt op de agenda op te nemen. Wordt de aanvraag op voorhand geformuleerd, dan dient zij laatstens 5 werkdagen voor de vergadering van het secretariaat van het Observatoire ingediend te worden. Indien de aanvraag tijdens de zitting geformuleerd wordt, zal zij enkel in noodgeval of indien er genoeg tijd is, behandeld worden. Zoniet, dan zal zij naar de volgende zitting verschoven worden.

Art. 7. Ten laatste tegen 31 mei, deelt het Observatoire aan de leden van het comité een ontwerp mede van het activiteitenverslag bedoeld bij artikel 7 van het decreet.

Binnen de 15 dagen van de ontvangst, kunnen de leden van het comité hun mogelijke aan- en opmerkingen aan het secretariaat van het Observatoire mededelen.

Deze worden ter discussie gebracht tijdens de vergadering van het comité tijdens dewelke het verslag goedgekeurd moet worden.

Art. 8. De notulen, de dossiers en alle document van de agenda worden ter beschikking gesteld op het secretariaat van het Observatoire, waar zij op eenvoudige aanvraag geraadpleegd kunnen worden.

Art. 9. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 september 2001 houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het begeleidingscomité van het "Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse", wordt opgeheven.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 11. De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd en de Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 juni 2006.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2006 — 3804

[2006/202966]

23 JUIN 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'article 24 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 septembre 2003 d'application du décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés, notamment l'article 12;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 septembre 2003 d'application du décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés, notamment l'article 24, 6°, a;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Éducation physique, des Sports et de la Vie en plein air donné le 18 janvier 2006;

Vu l'avis 40.401/4 du Conseil d'État donné le 29 mai 2006, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État;